



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

## PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DIRECTION DE LA COMMUNICATION

---

### **NOTE D'INFORMATION N°0185 / VPR DU 30 JUIN 2025**

#### **Le Vice-Président de la République a pris part aux travaux de la 4<sup>e</sup> Conférence Internationale des Nations Unies sur le Financement du Développement, à Séville**

Le Vice-Président de la République, M. Tiémoko Meyliet KONÉ, représentant le Chef de l'Etat, S.E.M. Alassane OUATTARA, a pris part, ce lundi 30 juin 2025, à Séville (Espagne), à l'ouverture officielle et aux travaux de la 4<sup>e</sup> Conférence Internationale des Nations Unies sur le Financement du Développement (FfD4), qui se déroule du 30 juin au 3 juillet 2025.

La Conférence s'est ouverte au Palais des Congrès de Séville, en présence du Roi d'Espagne, Sa Majesté Felipe VI, d'une soixantaine de Chefs d'Etat et de Gouvernement, du Secrétaire Général des Nations Unies, des représentants des agences des Nations Unies, des institutions multilatérales de financement, des organisations de la société civile et du secteur privé.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par plusieurs allocutions et l'adoption de « l'Engagement de Séville », un compromis mondial qui jette les bases d'un nouveau cadre mondial de financement du développement.

Dans son mot de bienvenue à la communauté mondiale réunie à Séville, Sa Majesté Felipe VI a souhaité que ce rassemblement accouche d'une nouvelle feuille de route fondée sur des éléments concrets, tangibles et réalisables qui préservent l'état de droit et la dignité humaine, face à la montée des incertitudes et des peurs.

Président élu de la 4<sup>e</sup> Conférence Internationale des Nations Unies sur le Financement du Développement, le Président du Gouvernement d'Espagne, M. Pedro SÁNCHEZ PÉREZ-CASTEJÓN, a déploré le déficit de financement qui pourrait empêcher d'atteindre la réalisation des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030.

Il a estimé ce déficit à plus de 4 000 milliards de dollars US par an, et appelé les dirigeants du monde à réformer l'architecture financière internationale, à alléger le poids de la dette au profit des pays en développement, à assurer la justice fiscale, et à réaffirmer leur soutien au multilatéralisme.

Quant au Secrétaire Général de l'ONU, M. Antonio GUTERRES, il a présenté « l'Engagement de Séville » adopté ce jour comme une promesse internationale en vue de rectifier la façon dont le monde appuie les pays sur la voie du développement. Pour lui, cela devra passer, notamment, par le renforcement des systèmes fiscaux, la lutte contre les flux financiers illicites et l'évasion fiscale, ainsi que le triplement des capacités de prêts des banques multinationales de développement.

La cérémonie d'ouverture de la FfD4 a été suivie du Débat général qui a vu se succéder à la tribune les Chefs de délégation, pour leurs déclarations sur le thème «Un nouveau cadre mondial de financement du développement ».

Intervenant à cette occasion, le Vice-Président Tiémoko Meyliet KONÉ a situé le contexte difficile du moment marqué par des défis qui, selon lui, fragilisent les économies, en particulier celles des pays en développement, et menacent les acquis durement obtenus au fil du temps.

Au nombre de ces défis, il a cité les séquelles post COVID-19 encore visibles, les tensions géopolitiques et sécuritaires qui se multiplient, l'inflation qui pèse sur les économies les plus vulnérables, la crise climatique qui bouleverse toutes les stratégies de développement, la volatilité accrue des marchés financiers mondiaux et la remise en question du multilatéralisme.

Le Vice-Président de la République a ensuite noté que, dans ce contexte, les besoins de financement pour atteindre les ODD deviennent plus pressants pour l'Afrique, avec un déficit à combler de 1 600 milliards de dollars US, d'ici 2030.

Poursuivant, il a déploré que les pays les moins avancés se trouvent finalement confrontés à des contraintes croissantes, aggravées par des règles financières internationales trop souvent inadaptées à leurs réalités.

En conséquence, le Vice-Président de la République a, au nom du Président Alassane OUATTARA, appelé la communauté mondiale à repenser en profondeur l'architecture des institutions financières internationales, afin de les rendre plus équitables.

A cet effet, il a fait des propositions concrètes, telles que : la conversion des dettes onéreuses de court terme en ressources de long terme à moindre coût ; les émissions internationales souscrites en monnaie locale, pour limiter les vulnérabilités liées aux risques de change ; la levée des obstacles réglementaires et techniques afin de permettre aux États de rémunérer pleinement leurs efforts liés à la préservation des forêts.

Le Chef de la délégation ivoirienne présente à la Conférence de Séville a également appelé les pays industrialisés au respect de leurs engagements financiers pris, notamment, lors de la COP29 sur le climat.

Enfin, à l'endroit des pays en développement, il a recommandé le renforcement de leur gouvernance, en mettant en œuvre des politiques favorables au développement du

capital humain, à la stabilité macroéconomique et à la mobilisation de ressources domestiques.

Notons que le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, M. Léon Kacou ADOM, ainsi que le Ministre des Finances et du Budget, M. Adama COULIBALY, prennent part, aux côtés du Vice-Président de la République, aux travaux de la 4<sup>e</sup> Conférence Internationale des Nations Unies sur le Financement du Développement (FfD4).

**Pour toute information supplémentaire, prière de contacter :**

Appolinaire Assa YAPI

Direction de la Communication / Département Presse et Multimédia

Tél : (+ 225) 27 20 31 45 97 – 05 05 07 71 92

E-Mail: [assa.yapi@presidence.ci](mailto:assa.yapi@presidence.ci) - [servicepresse.pr@presidence.ci](mailto:servicepresse.pr@presidence.ci)